

DEFI

Développement d'Expertises croisées entre initiatives Francophones contre la manipulation de l'Information

LES SURLIGNEURS

LE CIRCUIT COPIE



datagora.fr et regleselementaires

datagora.fr Comment briser le tabou des règles ? 🩸🩸

Précarité menstruelle, maladies liées aux règles, douleurs... De plus en plus de Français-e-s s'informent sur les règles. Malgré cela, les menstruations restent un sujet dont on ne parle pas beaucoup... Aujourd'hui, on brise le tabou avec @regleselementaires en s'intéressant au rapport des jeunes aux règles au travers d'un baromètre exclusif !

Pour beaucoup de femmes, les règles sont une source de douleur 🍌. 46% des filles de 16 à 24 ans ont déjà loupé l'école en raison de leurs règles. Cette douleur est pourtant souvent banalisée car 37% des Français-e-s pensent qu'il est normal d'avoir mal pendant ses règles. Et près de 2 femmes sur 10 déclarent souffrir d'une maladie liée aux règles (endométriose, fibrome...) 🙄

Les règles représentent également une charge financière 💰. En 2022, environ 30% des femmes de moins de 35 ans étaient concernées par la précarité menstruelle (manque d'accès aux protections hygiéniques pour des raisons économiques). Ce phénomène concerne tout particulièrement les moins de 35 ans qui sont près de deux fois plus touchées par la précarité menstruelle que l'ensemble de la population (29% vs 15%) !

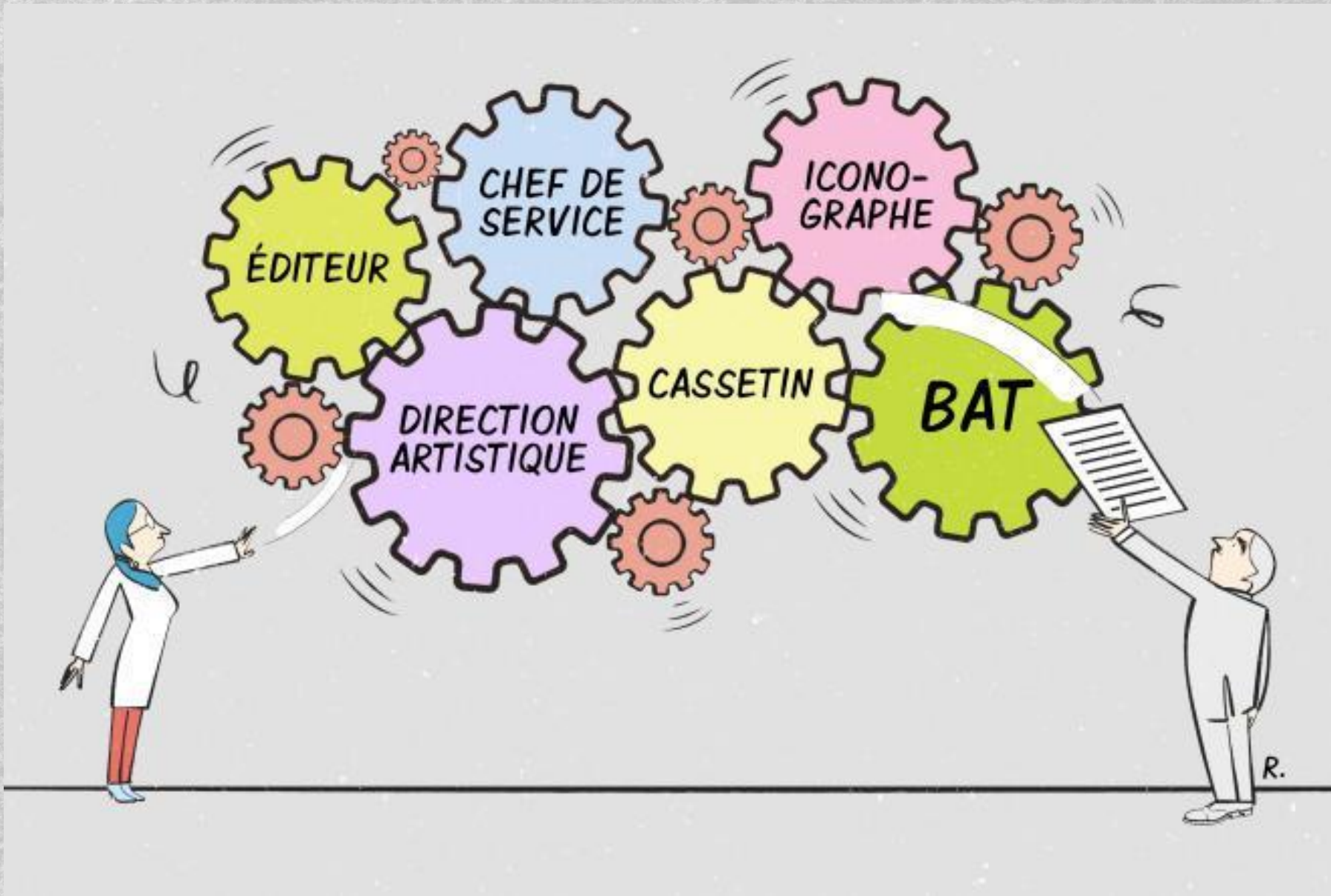
Malgré ces chiffres, près de deux tiers des jeunes pensent que les règles restent un sujet tabou à l'école. Cela a des conséquences importantes notamment en termes de discrimination ou de manque d'éducation autour des maladies liées aux règles. C'est pourquoi une écrasante majorité (91%) souhaiterait que l'on aborde ce thème dans les établissements scolaires ! 🙄

👁️ Cette publication est une collaboration @datagora.fr x @regleselementaires

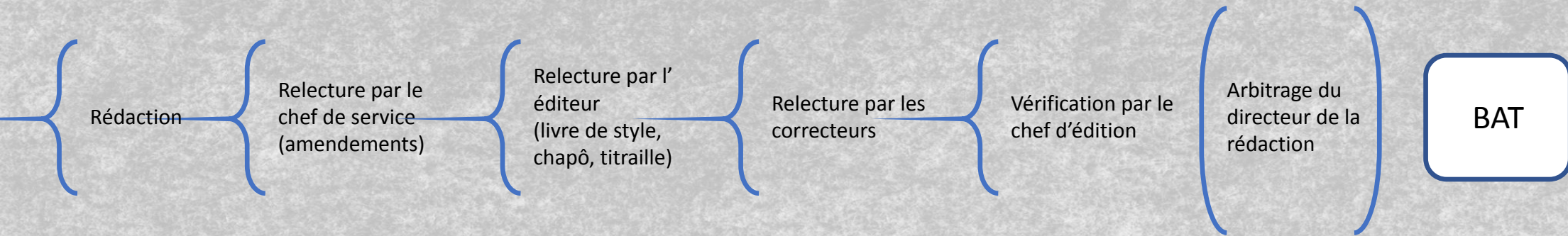
Aimé par timotheegidoïn et 919 autres personnes

IL Y A 23 HEURES

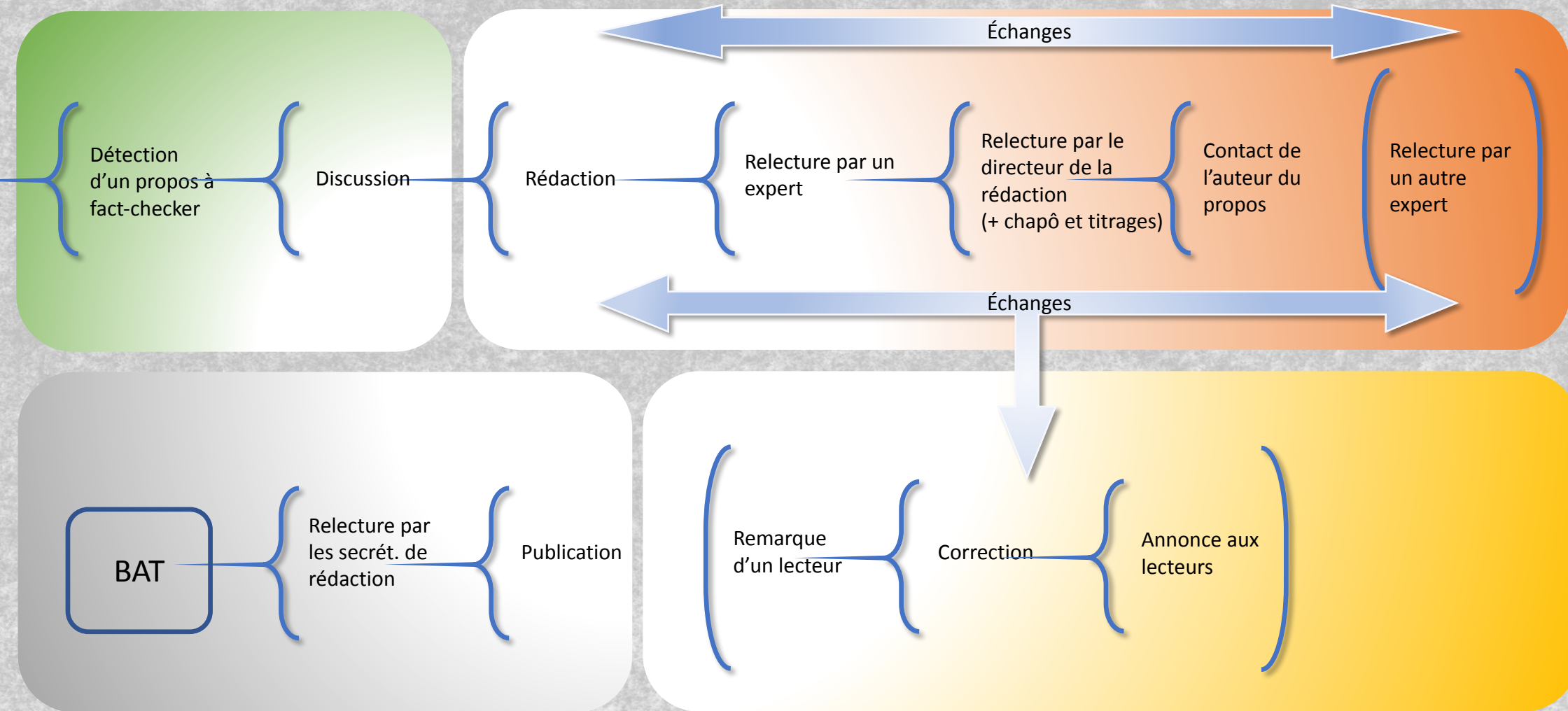
Ajouter un commentaire... Publier



CIRCUIT COPIE

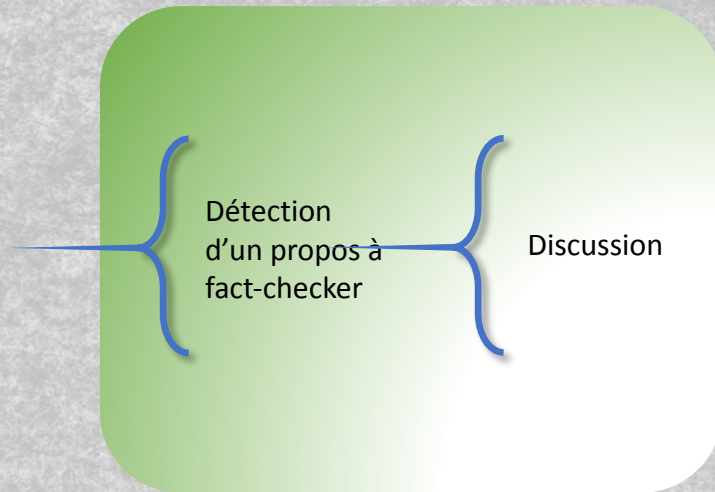


CIRCUIT COPIE



CIRCUIT COPIE

VEILLE MÉDIA



VEILLE MÉDIA

VEILLE MÉDIA

Twitter, un outil à utiliser avec méthode

Facebook, pour les membres de l'IFCN

Garder les yeux et les oreilles toujours bien ouverts

VEILLE MÉDIA

VEILLE MÉDIA

07:30		Bonjour chez vous ! <i>(Oriane Mancini)</i>		Pascal Salvodelli
07:35		Les 4 vérités <i>(Caroline Roux)</i>		Eric Ciotti
08:00		Bonjour chez vous ! <i>(Oriane Mancini)</i>		Adrien Quatennens
08:15		L'interview de 8h15 <i>(Sonia Mabrouk)</i>		Christian Estrosi
08:15		L'invité politique <i>(Patrick Roger)</i>		Guillaume Peltier
08:20		Le grand entretien du 7/9 <i>(Nicolas Demorand et Léa Salamé)</i>		Jordan Bardella

politiquemedia.com

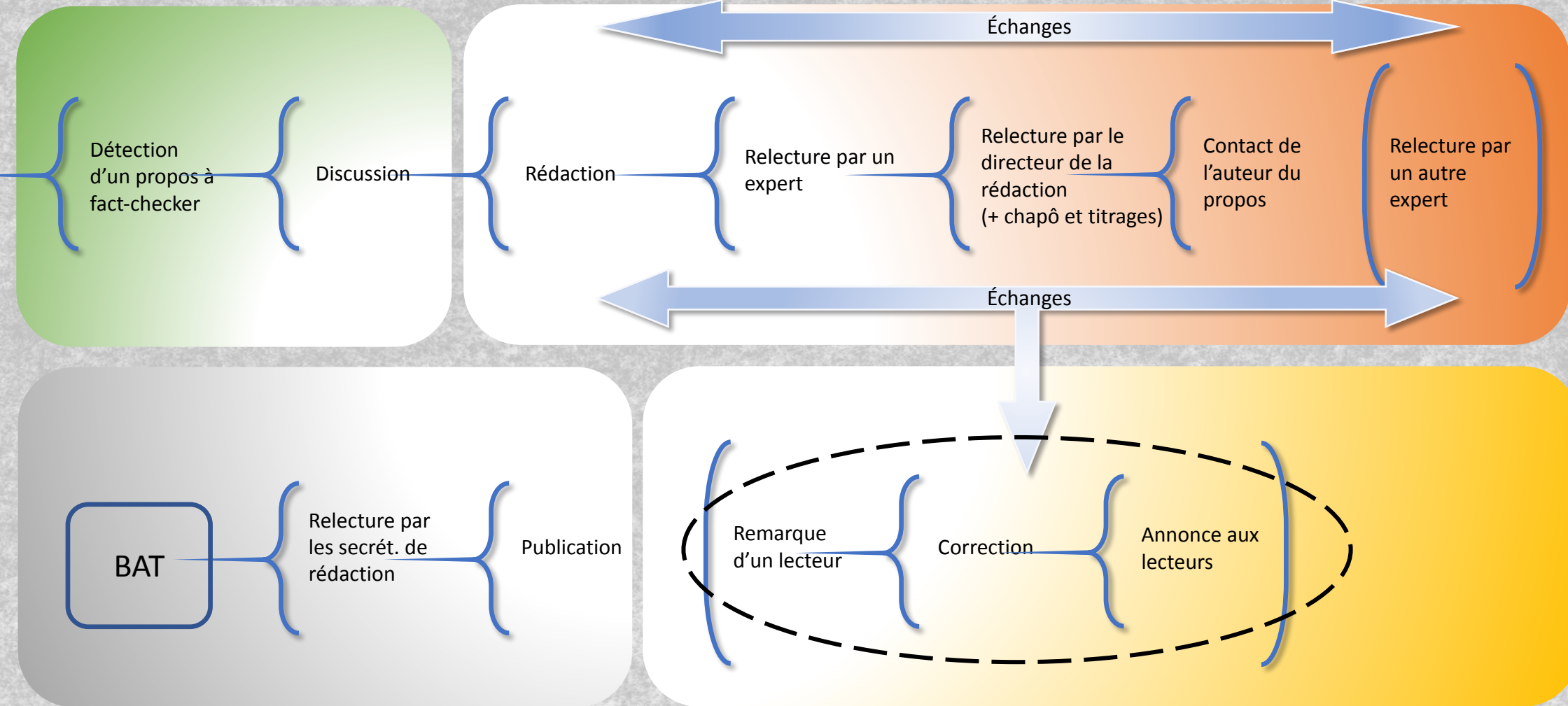
VEILLE MÉDIA

VEILLE MÉDIA

Les faits, rien que les faits

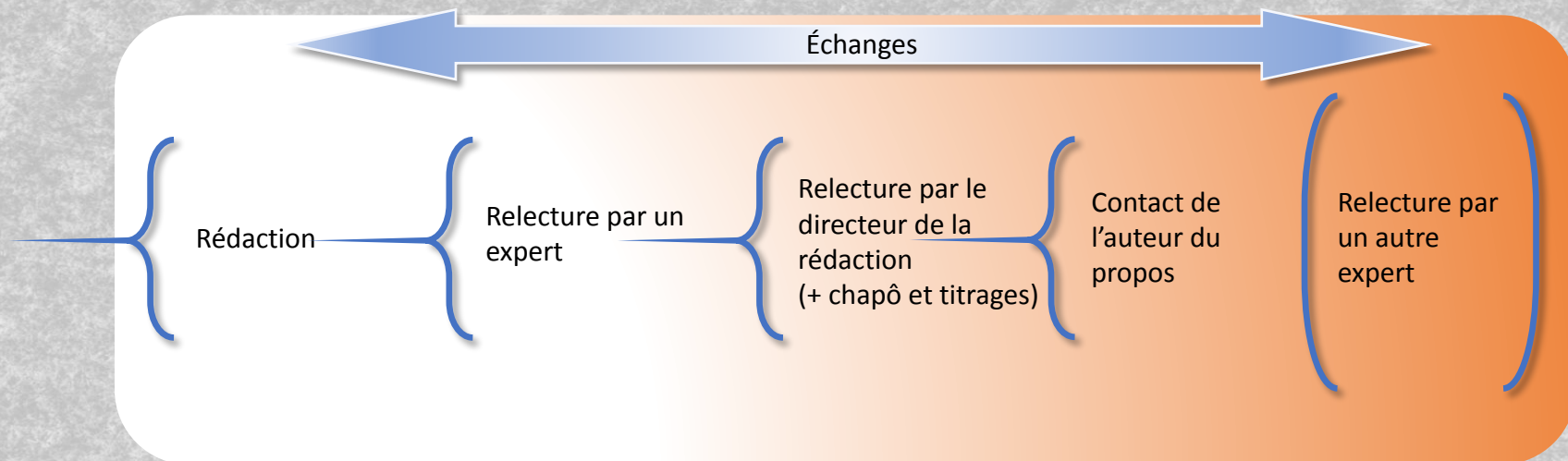
Retour aux sources

VEILLE MÉDIA



CIRCUIT COPIE

RÉDACTION



CIRCUIT COPIE

RÉDACTION

Correction par les secrétaires de rédaction (typo, contact du politique, iconographie)

Relecture par le directeur de la rédaction (accessibilité, fond, titraille, chapô)



Relecture par un expert interne ou externe (sur le fond)

Rédaction auteur (dans un canevas contenant les consignes de structure et d'accessibilité)

RÉDACTION



Vincent Couronne <vincent.couronne@lessurligneurs.eu>

mer. 20 janv. 2021 19:01



À raphael.glucksmann ▾

Monsieur le député,

Dans votre interview pour Euractiv du 19 janvier 2021, vous avez déclaré que "l'Union européenne ne dispose pas d'instruments commerciaux qui permettent d'interdire l'entrée sur le marché européen pour des entreprises recourant à l'esclavage".

Toutefois, il existe des outils de soft law à ce sujet : art. 21 TUE, [recommandation du Parlement européen de 1995](#), [lignes directrices du Conseil de 2013](#). Souhaitez-vous que les institutions de l'Union adoptent une législation contraignante à l'égard des accords commerciaux ?

L'article sera publié demain midi, et nous souhaiterions recueillir préalablement votre réaction.

Merci, et bien cordialement,

Vincent Couronne

Directeur de la publication, co-fondateur

+33 (0) 6 98 68 34 88

[Web](#) | [Twitter](#) | [Facebook](#) | [LinkedIn](#)

[Puisque vous lisez ce courriel...](#)



RÉDACTION



GLUCKSMANN Raphaël <raphael.glucksmann@europarl.europa.eu>

20 janv. 2021 19:52 ☆ ↶ ⋮

À moi ▾

Bonsoir,

Merci pour votre email. Comme indiqué dans l'article, l'objectif de Monsieur Glucksmann est que l'UE se dote d'un instrument juridique qui lui permette d'interdire l'importation des produits issus de graves violations des droits humains. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Cordialement,



Parlement européen

Charles KERIVEL

Assistant Parlementaire de Raphaël Glucksmann

ASP 09G240 / 📞 [\(+32\) 228 38421](tel:+3222838421)

LOW T06065 / 📞 [\(+33\) 3881 77421](tel:+333388177421)

✉ charles.kerivel@ep.europa.eu

RÉDACTION

ÉVALUER LES PROPOS : LA FOIRE À TOUT DU FACT-CHECKING

ÉVALUATION

FAUX

Surlignage



FAUX

Emmanuel Macron déplore le "dévoiement de ce qu'est le droit d'asile", avec des personnes "qui viennent de pays qui ne sont pas en guerre"

ÉVALUATION

VRAI

franceinfo: vrai ou fake



Est-ce que "3,5% de la population possèdent 50% des logements mis en location", comme l'affirme Jean-Luc Mélenchon ?

Le leader de La France insoumise dit vrai. Il avance un chiffre récent de l'Insee. En revanche, ça ne veut pas forcément dire qu'il n'y a pas de "petits propriétaires". Le "vrai du faux" vous explique.

ÉVALUATION

DIVERSIFICATION DES ÉVALUATIONS



Cette vidéo montrant une altercation en Côte d'Ivoire entre des soldats français et des Ivoiriens date de 2004

Publié le 30/05/2022 à 16:51

DIVERSIFICATION DES ÉVALUATIONS

Surlignage



PROBLÉMATIQUE

Éric Ciotti demande un "moratoire sur les flux migratoires" et la "suspension" de certaines demandes d'asile pour lutter contre le terrorisme.

ÉVALUATION

DIVERSIFICATION DES ÉVALUATIONS

Présidentielle 2022 : attention à cette photo prise devant un isoaloir

PAR ANTOINE DAoust Publié le 10 avril 2022 à 11:48 - Mis à jour le 10 avril 2022 à 11:48 dans **Fact-checking**



Capture de la publication de la photo détournée

ÉVALUATION

L'ABSENCE D'ÉVALUATION

CheckNews


Envoyer un mail avec une pièce jointe consomme-t-il plus d'énergie que de laisser une ampoule allumée, comme le dit Agnès Pannier-Runacher?


Agnès Pannier-Runacher a affirmé sur BFMTV, mardi 24 mai, que l'envoi d'un mail avec une pièce-jointe à quelques amis consomme plus d'énergie que de laisser la lumière allumée.


ÉVALUATION

LE BARÈME CLAIM REVIEW DE 1 À 5 (FACT CHECK TOOLS)

Fact Check Explorer


Search fact checks about a topic or person 

French 

**Claim by Sources multiples:**
La charte obligeant les candidats LREM à soutenir les promesses d'Emmanuel Macron est inconstitutionnelle

AFP Factuel rating: Trompeur
[Législatives: la charte obligeant les candidats LREM à soutenir les promesses d'Emmanuel Macron est-elle constitutionnelle ?](#)
May 17, 2022

Emmanuel Macron
La République En Marche
AFP Factuel

**Claim by Réseaux sociaux:**
Avec le barème Macron, il revient à moins cher de licencier un CDI sans cause que de payer la prime de précarité d'un CDD

20 Minutes rating: Partially_true
[Barème Macron : Licencier un CDI sans cause reviendrait moins cher que de payer la prime de précarité d'un CDD ? C'est plus compliqué que ça...](#)
May 14, 2022

Prime de précarité
Licenciement
Contrat de travail à durée indéterminée en droit français
20 Minutes

ÉVALUATION

ÉVALUATIONS DÉCALÉES

Surlignage



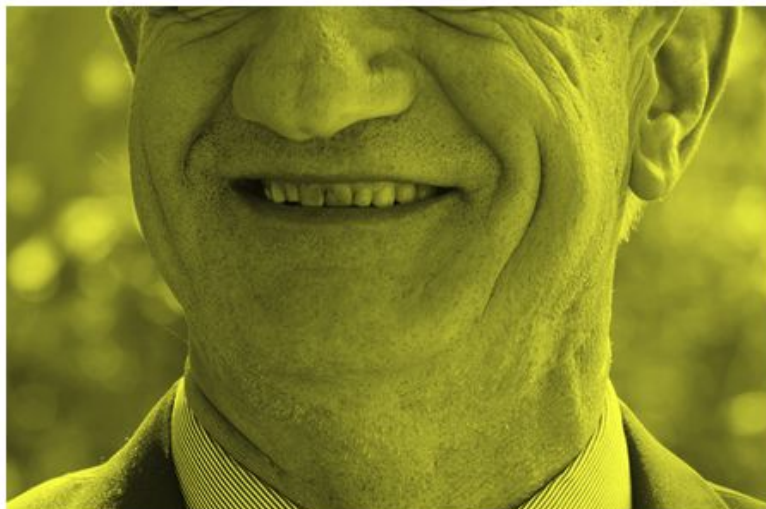
ENTOURLOUPE ?

Elisabeth Borne : en augmentant le SMIC au 1er mai, le "pouvoir d'achat reste notre priorité"

ÉVALUATION

ÉVALUATIONS DÉCALÉES

Surlignage

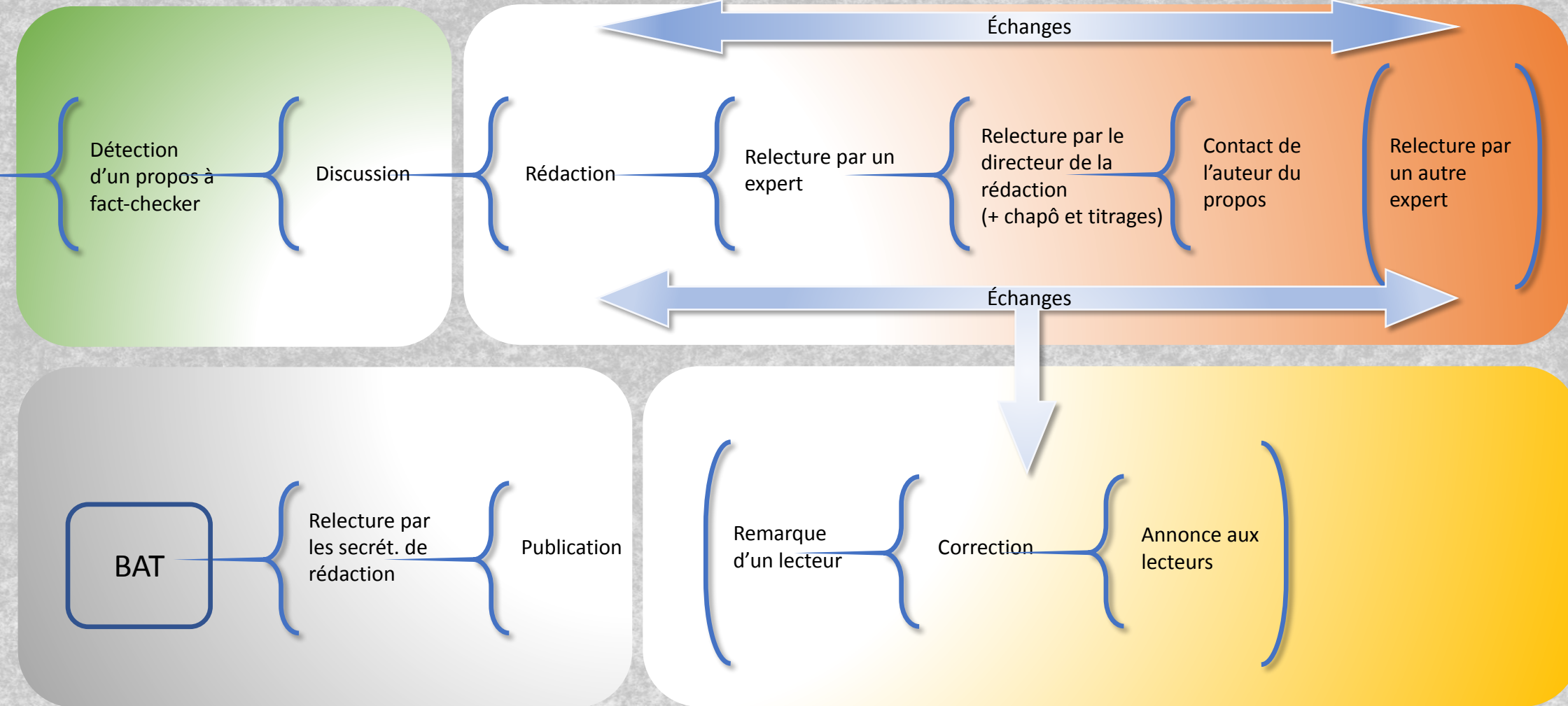


FALLAIT PAS DÉC...

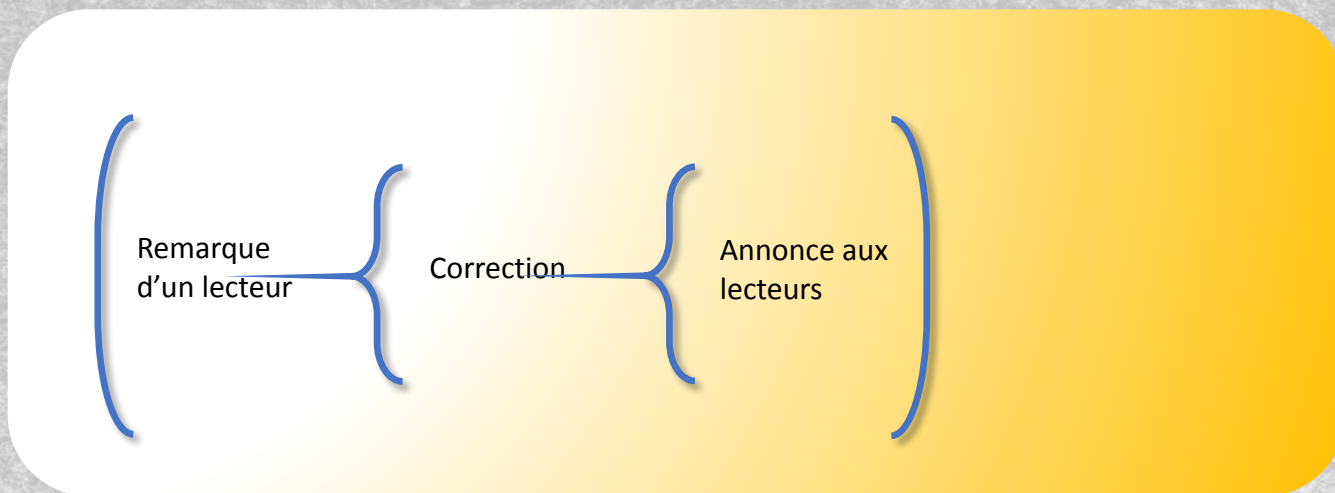
Jean Lassalle demande au Conseil constitutionnel de "lever la sanction infligée à la commune de Lourdios-Ichère"

ÉVALUATION

CIRCUIT COPIE



CORRECTION



CORRECTION

CORRECTION

Un lecteur nous contacte via l'adresse disponible en pied d'article

Il faut lui apporter une réponse (art. 7 Charte éthique et déontologique)

Sauf : « LES SURLIGNEURS peut ne pas répondre lorsque la réaction du lecteur relève en réalité de l'opinion politique et non juridique, lorsqu'elle ne porte pas sur une demande de modification d'un article, ou lorsqu'elle procède d'un moyen de harcèlement numérique. »

CORRECTION



PROBLÉMATIQUE

MICHEL BARNIER APPELLE À “RETROUVER NOTRE SOUVERAINETÉ JURIDIQUE” EN MATIÈRE MIGRATOIRE ET À S’EXTRAIRE DES COURS EUROPÉENNES

Création : 17 septembre 2021
Dernière modification : 26 janvier 2022



Source : Twitter, le 9 septembre 2021

Michel Barnier fait ici une proposition surprenante pour un responsable politique qui, il y a quelques mois encore, défendait avec énergie l'unité de l'Union européenne face au Royaume-Uni en tant que négociateur en chef du Brexit. Sa proposition reviendrait à faire une Europe à la carte, où les lois européennes ne primeraient plus sur les lois nationales. Cela serait, sans doute, le début de la fin de l'intégration européenne. Pourquoi pas, mais il doit alors assumer les conséquences de sa position.

Mise à jour le 20 septembre à 11h25 : À la suite d'une remarque d'une spécialiste de la CEDH, modification d'une phrase sur les effets de la signature d'un nouveau protocole de la CEDH.

LE RETRAIT D'UN ARTICLE ERRONÉ

À Strasbourg, Grenoble, Villeurbanne et Lyon, le foie gras banni des réceptions officielles

Après Strasbourg, Villeurbanne et Grenoble, le maire écologiste de Lyon a décidé, lundi, d'interdire le foie gras lors des événements officiels. Une décision prise au nom du « bien-être animal ».

Ouest-France

Publié le 07/12/2021 à 03h08

Abonnez-vous

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

NEWSLETTER LA MATINALE



CORRECTION

LE RETRAIT D'UN ARTICLE ERRONÉ

Madame, Monsieur,

Les Surligneurs vont prochainement publier un article ayant pour sujet l'interdiction du foie gras dans les réceptions officielles de certaines villes comme Strasbourg.

Nous sommes à votre disposition pour tout complément d'information quant à cette mesure.

Vous trouverez ci-après un résumé de notre article analysant cette mesure au regard du droit positif (en vigueur) :

Interdire une denrée qui n'est ni illégale, et dont la production ne résulte pas de pratiques illégales, revient à imposer une idéologie et donc à enfreindre le principe de neutralité du service public. En France, le seul moyen d'interdire un aliment du fait des pratiques liées à sa production est de passer par la loi. Pour rappel, les candidats écologistes qui promettaient d'interdire les cirques avec animaux sauvages se lançaient dans des projets illégaux, [nous l'avions dit](#). Puis leur lobby a fini par obtenir une [loi du 30 novembre 2021](#) allant dans leur sens.

Bien cordialement,

CORRECTION

LE RETRAIT D'UN ARTICLE ERRONÉ



PROBLÉMATIQUE

STRASBOURG, LYON, VILLEURBANNE ET D'AUTRES VILLES INTERDISENT LE FOIE GRAS DANS LES RÉCEPTIONS OFFICIELLES

Création : 31 mai 2022
Dernière modification : 26 janvier 2022



Source : Ouest France, 7 décembre 2021

Un maire ne peut pas bannir un plat sans motif légal d'intérêt général ou d'ordre public. Faute d'un tel motif, sa décision ne repose que sur son opinion, qu'il fait endosser au service public. C'est contraire au principe de neutralité des services publics.

CORRECTION

LE RETRAIT D'UN ARTICLE ERRONÉ

Bonjour,

La municipalité n'interdit pas le foie gras. Elle fait le choix de ne pas en servir.

Ce n'est pas la même chose. Le choix des mots est important...encore plus, quand il s'agit de droit.

Aussi, vous trouverez ci-dessous la réaction envoyée à la presse à ce sujet pour votre bonne information.

Excellente journée,

REACTION

LE RETRAIT D'UN ARTICLE ERRONÉ

État : Brouillon

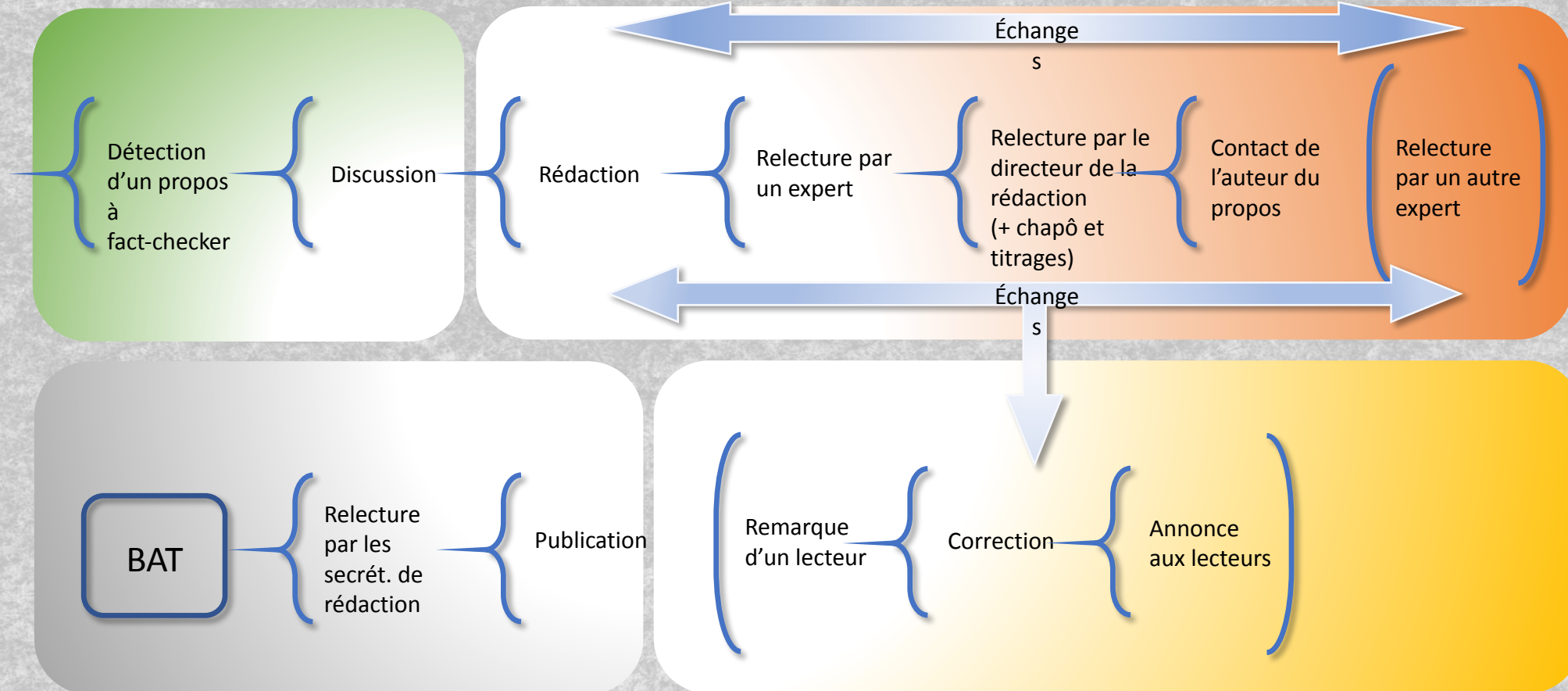
Strasbourg, Lyon, Villeurbanne et d'autres villes
interdisent le foie gras dans les réceptions officielles

Surlignage

Dernière modification
09/12/2021 à 16h00



UN CIRCUIT COPIE INFLUENCÉ PAR LE CODE DES PRINCIPES DE L'IFCN



IFCN

FIN